

# Assemblée générale 2014 : Solidaires ?

par Gérard Vallée, intervenant, accompagnateur technique de VIVA

Mardi 9 septembre 2014

- Solidaires pour essayer de trouver des solutions aux problèmes posés par ces inondations répétitives.
- Solidaires des familles endeuillées.
- Solidaires de ceux qui ont perdu leur emploi et qui se retrouvent en fin de droits, en étant exclus du droit à une vie correcte, parfois encore logés de façon précaire, dans l'angoisse de nouvelles inondations.

On peut regretter la non adhésion de l'ensemble des travailleurs - salariés ou non - vers notre association, qui ont délégué sans participer, comme d'ailleurs la plupart des citoyens de nos villes, solidaires pendant quelques jours et abandonnant à leur sort les sinistrés.

Vivre installé en sécurité dans la basse vallée de l'Argens doit concerner toute l'agglomération, le département, la région et l'État.

## Mais maintenant ?

Notre association est basée sur l'espoir de voir enfin des réalisations de travaux, limitant les dégâts occasionnés par les inondations ;

Depuis juin 2010 nous nous sommes employés, à quelques uns, à faire avancer les dossiers en engageant les pouvoirs publics à faire et non à faire semblant de faire ;

Des centaines de réunions ou de rendez-vous, bénévolement, pour le bien de tous, faut-il le rappeler ?

Nous avons fait ce que nous avons pu :

- Des avancées techniques ont été constatées en basse vallée de l'Argens, PAPI, action 28, etc...
- Depuis la CAVEM jusqu'aux ministères responsables ET décideurs ;
- Les ateliers nationaux et divers bureaux d'études ont travaillé ;

Mais hélas concrètement sur le terrain : « RIEN ! »

Des solutions provisoires pouvaient permettre de limiter la casse en cas d'inondations !

Des accusations sur la problématique urbanistique passée n'ont plus cours. Le territoire à l'abandon est donc exposé aux risques, les remèdes connus sont possibles mais RIEN n'a été entrepris mis à part quelques petits travaux d'entretien.

Un autre point contestable a été proposé :

L'évocation d'une taxe par habitant (aquataxe), à laquelle personnellement je me suis opposé, malgré l'approbation de VIVA, car ces aménagements nécessaires sont une affaire d'État et les choix budgétaires ne dépendent pas des associations, mais des **élus responsables**, dans les choix d'investissement à effectuer.

## Ou en sommes-nous aujourd'hui ?

Il y a maintenant suffisamment de projets étudiés, donc des décisions sont à prendre et notre association ne peut avoir qu'un rôle d'observateur.

Les choix des décideurs seront politiques ou ne seront pas. Nos avancées ont été menées par des volontés

politiques et chacun de nous fera le point de ceux ou celles qui nous ont réellement aidé dans nos engagements ou démarches.

Le but recherché a toujours été de sauvegarder les populations, les emplois, le patrimoine, etc...

Une entreprise a été condamnée pour des remblais illicites à nous reverser la somme de 750€  
VIVA doit réclamer cette somme.

Autre réflexion soumise, les zones classées en PPRI rouges. L'administration a pris les décisions urgentes de zones sensibles, afin d'écartier tout travaux ou constructions nouvelles. J'ai toujours pensé que ces zones n'avaient qu'un caractère provisoire.

En effet, si des travaux conséquents étaient réalisés, une zone rouge devrait être modifiée, afin de ne pas pénaliser les habitants de ces zones qui ont vu la valeur locative de leurs biens immobiliers fondre, sans remise importante des taxes afférentes.

Il a fallu des années pour que les élus modifient les **Plans Locaux d'Urbanisme** sous l'autorité du préfet, approuvant notamment les refuges de sécurité pour les habitations. Il a par exemple fallu plus de 6 mois à un camping, pour avoir l'autorisation de créer une pièce de survie de 9m<sup>2</sup>, à l'attention du gardien permanent, salarié à l'année.

En conclusion, pour mettre en œuvre les travaux nécessaires, il faut une volonté de tous les élus responsables. C'est dans ces faits que nous reconnaitrons les vrais républicains, soucieux des intérêts des habitants de la basse vallée de l'Argens.

Si l'association VIVA ne fait pas de politique politicienne, elle n'échappe pas aux décideurs politiques, à tous les échelons, car ces inondations (force de la nature) ne se règlent pas qu'administrativement mais également politiquement.

En résumé, que demandons-nous techniquement ?

- Traiter l'embouchure de l'Argens ;
- Recalibrer le fleuve, modifier les seuils ;
- Réparer sérieusement les chemins d'accès, notamment le chemin des étangs, axe touristique important qui dédouble l'avenue Castillon de St Aygulf ;
- Remédier à l'écoulement des étangs de Villepey, des rus et autres fossés souvent bouchés et surtout mettre fin à la négligence d'entretien ;

**L'entretien doit être permanent**, par la CAVEM, par les syndicats des cours d'eau et avec l'aide du Conseil Général du Var.

Le temps passe, personne n'ose planifier des actions sur le terrain...

Les dangers persistent, alors aux responsables d'agir ! Entre les paroles et les actes il y a encore trop d'attentes intolérables.